

RETRAIT DU PROJET DE LOI TRAVAIL

MANIFESTATION À METZ

SAMEDI 9 AVRIL 2016

LE projet de loi Travail du gouvernement est à l'évidence le projet de régression sociale le plus grave de ces dernières décennies.

Il est le symbole de la politique libérale menée par le gouvernement au nom du patronat et des directives européennes.

La logique de ce projet, c'est de considérer que ce sont les CDI d'un côté et les protections du Code du travail de l'autre qui sont les responsables du chômage. C'est la raison pour laquelle le gouvernement, le Medef, la Cfdt veulent le simplifier en renvoyant l'essentiel des droits sociaux à la négociation entreprise par entreprise, et aux relations individuelles de travail comme au 19^{ème} siècle.

Le coeur du texte gouvernemental renverse complètement la hiérarchie des normes. Cela conduira purement et simplement à la disparition de ce que représentent aujourd'hui le Code du travail et les conventions collectives : un ensemble de droits collectifs applicable à tous les salariés quel que soit leur lieu de travail, quelle que soit la taille de leur entreprise.

Le projet Valls/El Khomri, c'est un modèle social qui sous-traite aux entreprises la quasi totalité du droit social, qui permet d'accroître la pression sur les salariés et le chantage à l'emploi et qui limitera demain toute capacité de résistance des travailleurs.

- la Loi Travail remet en cause les 35 heures qui ne seraient plus qu'une simple référence ;
- la Loi travail va permettre, entreprise par entreprise, d'allonger de manière conséquente les durées du travail quotidienne et hebdomadaire ;

- la Loi Travail va permettre aux entreprises de limiter la majoration des heures supplémentaires et de moduler le temps de travail sur une période de 3 ans ;
- la Loi Travail va permettre de ne négocier les salaires qu'une fois tous les trois ans ;
- la Loi Travail généralise les accords de chantage à l'emploi.

**La Loi Travail, c'est demain
chacun pour soi,
chacun dans son coin !**

La Loi Travail, c'est chaque salarié seul face à son patron, aux pressions, au chantage à l'emploi !

UNE URGENCE : LA MOBILISATION !

Face à l'intransigeance de ce gouvernement, campé dans sa logique libérale de régression sociale, les organisations syndicales FO, CGT, FSU, SOLIDAIRES, CNT ET UNEF de Moselle considèrent qu'il n'y a pas d'autre issue que d'amplifier la mobilisation.

Conscientes que le recul du gouvernement ne pourra être obtenu qu'en accentuant le rapport de force et en créant les conditions de la généralisation de la grève interprofessionnelle, elles appellent leurs syndicats et sections syndicales en Moselle à se rencontrer et à réunir les salariés dans les entreprises et les administrations pour mettre en débat tous les moyens pour y parvenir.



14 HEURES
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

